

## C - Principales étapes et moments forts du mouvement

Comment, dès lors, peut-on expliquer que la lutte étudiante ait pris fin au bout de deux semaines à l'Université de Villejean, alors qu'a priori le mouvement se radicalisait de plus en plus, et qu'il commençait à se doter d'un meilleur fonctionnement? La raison en est que la nécessité de la grève comme moyen de contestation n'a pas été comprise par tous les étudiants et enseignants de l'Université.

### ■ Organisation et fonctionnement du mouvement de grève

En organisant un mouvement de grève "générale et illimitée" à l'Université, cela permettait selon les grévistes (environ 3000 personnes, 1/6ème des étudiants de Rennes II) de mobiliser le plus de monde, en étant l'une des meilleures façons de se faire entendre.

D'autant plus que la grève adopta un style radical (tout en étant bon enfant). Elle s'accompagna, en effet, d'une occupation des locaux, jour et nuit, de la suspension des cours et des examens. Cependant, selon la décision du Président de l'Université, tous les services, comme l'administration notamment, continuèrent de fonctionner normalement. L'Université restait donc ouverte. Ce qui ne constituait pas une entrave au mouvement de grève dans la mesure où cela permettait aux grévistes de ne pas rester isolés vis-à-vis des personnels IATOSS et enseignants. C'était une occasion d'inviter ces derniers à participer à la lutte étudiante.

Un tel mouvement ne pouvait se concevoir qu'avec une organisation claire et des objectifs bien définis. Cela passait par la mise en place de structures de décision et de réflexion : assemblée générale et commissions de travail dont l'action est coordonnée par un comité de grève. (exemples de commissions, voir plus loin)

Pour rendre le mouvement le plus légitime et le plus démocratique possible, toutes les structures étaient ouvertes à tous les étudiants mais aussi aux intervenants extérieurs (syndicats, représentants d'associations de chômeurs, lycéens, etc.). De plus, comme on l'a dit précédemment, la notion de démocratie directe prévalait au sein de ces structures. Outre la reconnaissance à chacun de l'autonomie la plus large et la possibilité de participer, selon ses moyens, à la gestion du mouvement sans avoir à faire à un quelconque organe ou autorité supérieure, cela signifie aussi que toutes les personnes mandatées ne le sont que pour des tâches précises (et non pas élues pour exercer une fonction), étant tenues d'agir dans le sens des instructions reçues de leurs mandants et de rendre compte de leur travail (mandat donc impératif et mandat révocable à tout moment).

D'autre part, différentes actions furent proposées chaque jour à l'Université même ou à l'extérieur :

- Des **conférences**, des **réunions-débats**, des **projections de films** se succédèrent à Rennes II pour débattre et réfléchir sur des sujets divers sur la société. Comme dans les AG et les commissions, tout le monde était invité à participer aux débats, chacun pouvant apporter son avis, ses réflexions. Le mouvement étudiant n'avait d'ailleurs d'intérêt que s'il permettait de dépasser les réflexes corporatistes et faire de l'Université un **lieu de dialogue** entre étudiants mais aussi avec les autres composantes de la société.

- La volonté de dialoguer, de s'exprimer, de rencontrer des gens était tout aussi vivace durant les moments de répit autour de la cafétaria du grand hall de l'Université ou celle "autogérée" installée dans le bâtiment "F" occupé par les commissions. La grève avait ici un aspect plutôt bon enfant, tenant ainsi de la **fête populaire** autant que du meeting. Ce fut surtout le cas lors des fêtes organisées la nuit durant les premiers jours de grève. L'exaltation avait d'ailleurs atteint un niveau tel (l'absorption de boissons alcoolisées expliquant en grande partie cet état de fait) qu'il fut très vite décidé de supprimer ces festivités. Pour éviter tout dégât matériel, durant l'occupation nocturne des locaux, les grévistes s'en tinrent aux réunions-débats...

- Enfin n'oublions pas les temps forts que constituent les **manifestations** où les étudiants ont côtoyé des représentants d'associations de chômeurs, de délégués syndicaux, de lycéens, etc. Et où la notion de solidarité a été constamment mise en valeur. Surtout dans les moments difficiles, lorsque des incidents se produisirent après la dislocation des manifestations. Comme ce fut le cas le 7 avril : le gouvernement, soutenu par les médias officiels, a dénoncé en bloc les actes de violence en faisant la distinction entre "vrais" et "faux" manifestants. Face à cette logique de division, les étudiants ont répondu par des actes de soutien aux personnes interpellées, victimes de la répression policière; celles-ci s'avérant être aussi bien des étudiants, comme eux, que des chômeurs ou des précaires(2), toutes ayant voulu essentiellement exprimer leur ras-le-bol face à l'injustice et aux vrais "casseurs" que sont le pouvoir et ses représentants. Ainsi, l'espace d'un moment, dans la lutte, la nécessité de l'**entr'aide** abolit-elle les divisions sociales, les corporatismes.